

Démocratie, monde arabe et dominos *par Zaki Laïdi*

L'IDÉE d'une vague démocratique gagnant le Moyen-Orient semble prendre consistance : les élections irakiennes se sont mieux passées que prévu, un nouveau chef de l'Autorité palestinienne a été investi par les urnes – comme son prédécesseur, d'ailleurs – et, au Liban, l'assassinat de Rafik Hariri a entraîné une mobilisation sans précédent appelant au retrait des troupes syriennes. Du coup, certains y voient le signe d'un premier succès pour la politique américaine, qui a fait de l'expansion de la démocratie l'axe du second mandat de George W. Bush.

Celui-ci n'a pas manqué de populariser un livre récent de Nathan Chitcharanski (*The Case for Democracy: The Power of Freedom to Overcome Tyranny and Terror* – « L'Enjeu démocratique : le pouvoir de la liberté pour l'emporter sur la tyrannie et la terreur »), lequel propose une nouvelle dimension du monde entre « sociétés libres » et « sociétés de la peur », voyant dans la lutte volontariste pour la démocratie l'axe du combat politique dans le monde.

Dans le débat sur la contagion démocratique, deux questions fon-

damentales sont posées : la première est de savoir s'il y a les prérequis pour passer à la démocratie ; la seconde si la médiation nationale est décisive ou pas. Il ne fait guère de doute que la démocratie est une valeur universelle, et plus seulement occidentale. Il existe des sources non occidentales de démocratie qu'Amartya Sen a bien identifiées. Il est aussi acquis que l'aspiration à la démocratie est probablement universelle dès lors que les individus ne sont plus en situation de survie physique et que leur sécurité est assurée. Le problème est de savoir si cette aspiration rend la démocratie « réalisable » indépendamment de tout contexte, actuel et historique.

Là intervient un premier dérèglement. Dire que la démocratie est universelle et dire qu'elle peut et doit prendre place partout, ici et maintenant, ce n'est pas pareil. Or c'est ce que disent en chœur l'administration Bush et Chitcharanski. Ce dernier reprend à son compte l'exemple – le plus souvent cité et le plus mal interprété – du Japon, un pays qui serait passé d'une totale fermeture à la démocratie grâce aux bienfaits de l'occupation américaine.

Tous les analystes du Japon savent que cette réécriture de l'histoire n'a aucun fondement. Ce pays avait une tradition démocratique antérieure au régime militaire. L'ouverture au monde y a été un processus ancien, très fort mais extraordinairement contrôlé par les élites un siècle au moins avant l'occupation américaine. Si on ajoute que la société nipponne était éminemment éduquée, on comprendra qu'il y a bel et bien des prérequis démocratiques. Comparer l'Irak au Japon par le simple fait qu'il y a eu occupation étrangère relève plus de l'analogie au service d'un discours que d'une prise en compte sérieuse des réalités historiques.

Contrairement à ce que les apparences suggèrent, l'idée de vagues démocratiques fondée sur la « théorie des dominos » n'a jamais été réellement confirmée. Ces trente dernières années, il y a eu deux grandes vagues démocratiques : la première en Amérique latine après la

ment plus faible qu'on pourrait l'espérer. Au Liban, le processus en cours n'a pas été initié de l'extérieur mais parce que, fondamentalement, il existe désormais un quasi-consensus pour exiger le retrait des troupes syriennes. Autrement dit, l'enjeu décisif n'est pas la question démocratique, mais nationale.

ZAKI LAÏDI est politologue au CERI.

D'où notre second point. Parmi les prérequis démocratiques, l'un est essentiel : l'identification de la démocratie à une affirmation nationale, une souveraineté retrouvée. Si le passage à la démocratie s'est bien passé en Europe centrale, c'est précisément parce que le retour à la démocratie coïncidait avec le retour à la souveraineté. Cela s'est aussi produit en Ukraine et c'est ce qui peut se produire au Liban.

Ce qui vaut pour le Liban vaut pour les Palestiniens. Ils ont investi Mahmoud Abbas parce qu'ils espèrent que leur accès à la souveraineté passe par l'émergence d'une Autorité plus légitime et moins corrompue. Là encore, ce n'est pas l'intervention américaine qui a rendu cela possible. C'est plutôt la prise de conscience que l'Intifada armée les avait conduits au désastre. Ne nous y trompons pas : si cette expérience démocratique ne débouche pas sur une satisfaction de la revendication nationale, elle échouera.

George Bush a dit grand bien du livre de Chitcharanski. Or l'auteur n'a pas du tout cette interprétation de la démocratie. Ayant écrit son ouvrage avant les élections palestiniennes, il dénie toute légitimité à Mahmoud Abbas, jugeant qu'il cherche à obtenir par d'autres moyens ce que Yasser Arafat avait cherché grâce à Oslo. Du coup, il en vient à récuser explicitement l'égalité entre élections libres et démocratie.

Adversaire acharné de toute concession territoriale aux Palestiniens, Chitcharanski est, par la force des choses, contraint de voir que les revendications des Palestiniens restent les mêmes avec ou sans Yasser Arafat, avec ou sans élections libres. Et c'est pour cela qu'il ne peut accepter l'élection démocratique d'Abbas comme un point de départ – ce qui, rappelons-le, est pourtant la position américaine.

Cette insistance à vouloir tout réduire à un affrontement entre démocratie et terreur, tout en refusant de lier légitimité nationale et démocratie, illustre notre propos : la démocratie se pense par rapport au fait national. Chaque fois que ce dernier sera renforcé par la démocratie, elle a des chances de s'implanter. Chaque fois que la démocratie laissera en suspens la question nationale, elle restera au mieux fragile, au pire dévoyée.

De ce point de vue, le cas irakien sera intéressant. Les élections libres, rendues possibles par l'intervention américaine, constituent une rupture dans l'histoire du pays. Mais de là peut sortir le meilleur comme le pire ; l'apprentissage du pluralisme dans une société complexe, fragile et divisée, ou la fragmentation. La valeur de modèle ou d'antimodèle de l'Irak n'apparaîtra qu'à assez longue échéance.

En réalité, l'offensive démocratique américaine n'a de chance d'avoir des conséquences heureuses sur la démocratie dans le monde arabe que si elle est réellement prise en charge par les élites locales. Or, face à elles, le recours à la théorie des dominos est d'un maniement plus complexe qu'il n'y paraît.

Le jeu de pressions américaines peut laisser croire aux régimes arabes qu'ils sont menacés. Mais les impératifs de la lutte antiterroriste depuis le 11-Septembre ont aussi conduit Washington à renforcer sa solidarité avec tous les régimes arabes, à peu près sans exception.

De ce point de vue, la décision spectaculaire de M. Moubarak de permettre à des opposants de se mesurer à lui lors de la prochaine présidentielle doit être mise en perspective en Tunisie, où cette mise en scène a déjà été pratiquée. Les résultats ont été à la mesure des espérances : le président Ben Ali a obtenu plus de voix dans l'élection libre que lors du précédent scrutin, où il était

Un prérequis est essentiel : l'identification de la démocratie à une affirmation nationale

faillite des dictatures ; la seconde en Europe centrale après l'effondrement de l'URSS. Que montrent-elles, vingt ans après ?

Que la démocratie ne s'est réellement implantée que dans les pays ayant eu préalablement une histoire démocratique qui remonte au moins au XIX^e siècle. Si elle est mieux implantée au Chili qu'en Bolivie, ce n'est pas parce qu'après la « peur » les Chiliens auraient miraculeusement découvert les bienfaits de la liberté, mais parce que les prérequis de la démocratie sont incomparablement plus importants au Chili qu'en Bolivie. Ce qui vaut pour le Chili comparé à la Bolivie vaut pour la République tchèque comparée à l'Albanie.

Au demeurant, la « vague démocratique de 1989 » a eu, à l'échelle mondiale, une résonance concrète bien plus faible qu'on ne pouvait l'espérer. En Afrique, les élections ont fleuri, mais il est difficile de parler d'une acclimation forte de la démocratie. En Asie, l'évolution a été graduelle mais peu influencée par ce qui s'est passé en Europe.

En réalité, le bilan démocratique de ces trente dernières années est contrasté. D'un côté, une indéniable progression ; de l'autre, une aussi forte croissance de ce que l'on appelle les « démocraties illibérales », où la démocratie procédurale coexiste avec un fort recul de la tolérance et du pluralisme. Dans certains cas, comme la Russie, le recul démocratique touche même les procédures formelles.